

Recherche artisanale et pêche artisanale : une réflexion en forme de bilan

GILLES BLANCHET

EMPIRICAL RESEARCH ON SMALL-SCALE FISHERIES. A RETROSPECTIVE ASSESSMENT

ABSTRACT

Several socio-economic studies of small-scale fisheries were carried out by the author in French Polynesia between 1978 and 1988. The Symposium provides an opportunity to look back at these studies and to formulate some methodological and general comments. Success of fisheries management is often jeopardized because change is implemented in a dictatorial way and hindered by bureaucratic slowness as well as technocratic reasoning. Beneficiaries of change are themselves frequently torn between old-fashioned and now inappropriate behaviours and up-to-date ones which have more the appearance of modernity than its real deeper significance. The above-mentioned studies are perhaps useful insofar as they contribute to untangling relationships that are becoming more frequent and more complex.

L'importance de la pêche artisanale est depuis longtemps reconnue mais l'intérêt que lui porte la communauté scientifique s'est surtout développé dans les années 70 lorsque, sous l'effet de la conjoncture, l'attention en matière de développement s'est tournée vers la satisfaction des besoins des plus défavorisés, une distribution plus équitable des revenus et la promotion d'activités de faible envergure. Plusieurs études socio-économiques de la pêche réalisées en Polynésie Française de 1978 à 1988 inspirent les considérations qui suivent ; elles consistent en remarques d'ordre méthodologique et réflexions plus générales sur les phénomènes étudiés.

In : La Recherche Face à la Pêche Artisanale, Symp. Int. ORSTOM-IFREMER, Montpellier France, 3-7 juillet 1989, J.-R. Durand, J. Lemoalle et J. Weber (eds.). Paris, ORSTOM, 1991, t. II : 957-964.

1. GENÈSE ET CONTEXTE DE LA RECHERCHE

La pêche artisanale a été abordée dans le cadre d'une étude du secteur informel de l'économie polynésienne effectuée au sein de l'ORSTOM. Elle s'inscrit dans la ligne officielle qui assigne à la recherche française la mission de mieux utiliser la science et la technique pour fournir des réponses concrètes aux problèmes majeurs de développement. Elle répond au souci d'effectuer un travail qui participe à l'effort de résolution des problèmes en suspens afin que ses résultats aient, selon l'expression consacrée, «valeur de pronostic pour les décideurs». La conjoncture de crise et de récession économique incite alors à mettre l'accent sur un développement moins tributaire de la métropole, tourné vers la valorisation des ressources locales et visant à mieux satisfaire les besoins et à mieux répartir les revenus.

Cette orientation rejoint un des grands thèmes de réflexion des instances internationales de développement qui, depuis le milieu des années 70, se tournent vers une meilleure connaissance des activités informelles et la satisfaction des besoins essentiels dans la perspective d'un ordre international plus satisfaisant. L'accroissement des inégalités et le ralentissement de la croissance conduisent à remettre en cause des stratégies de modernisation basées sur l'accumulation du capital, l'industrialisation et les exportations au sein d'un régime de liberté des échanges. Ils incitent à mettre l'accent sur les situations de dépendance et les relations asymétriques qui en découlent en même temps qu'ils font privilégier un développement aut centré reposant sur une réelle dynamique interne (self-reliance). Les activités de petites dimensions, jusque là négligées ou sacrifiées à une croissance industrielle extravertie, se voient accorder un nouvel intérêt. Reposant sur la mobilisation des énergies et des ressources propres, recourant à des techniques simples et à une main-d'oeuvre abondante, elles sont principalement dirigées vers la demande interne et la production de biens de première nécessité. Echappant aux critères et normes officiellement en vigueur, elles semblent jouer un rôle d'amortisseur de l'exode rural et constituer le creuset de petits entrepreneurs capables de relancer le processus de croissance.

2. DÉMARCHE ET PROBLÉMATIQUE DE TRAVAIL

C'est dans cette optique qu'est entamée une analyse rétrospective de l'évolution économique et sociale du Territoire en même temps qu'est poursuivie la réflexion sur la notion de secteur non structuré pour en préciser l'applicabilité dans le contexte polynésien. Elle conduit à focaliser l'attention sur la petite production marchande qui peut être appréhendée en volume et en valeur et appréciée par rapport au secteur capitaliste avec lequel elle est en relation. Les activités domestiques et communautaires, qui restent non marchandes même lorsqu'elles font l'objet d'échanges onéreux dans le cadre de prestations de services réciproques, sont laissées de côté.

Cette démarche répond au souci de disposer d'un instrument commode, quitte à ne l'utiliser que comme un sténogramme. Elle s'efforce de tenir compte de la spécificité du contexte local où les petites activités marchandes ne sont pas aussi répandues que dans d'autres régions du Tiers-Monde. Cet état de choses paraît lié à l'emprise de l'Etat métropolitain qui couvre une grande partie des besoins exprimés et aux faibles opportunités de développement d'activités à petite échelle dans une agglomération urbaine surtout tournée vers l'extérieur. Disposant de moyens financiers importants, les responsables polynésiens se soucient surtout de mettre en oeuvre une politique volontariste de changements freinant l'exode rural et créant de nouveaux emplois dans les îles et archipels périphériques. Ils se préoccupent moins de favoriser la multiplication de petites activités fondées sur la débrouillardise individuelle que de mettre en place des projets d'envergure susceptibles de relayer l'action de la métropole et de réduire la dépendance à son égard. A l'aide d'une assistance technique et financière et d'une action complémentaire de formation, ils essaient de créer des activités de substitution d'importations et de faire évoluer les activités existantes du stade artisanal au stade industriel, de façon à en augmenter les perspectives et les retombées.

Cette situation incite à conférer rapidement à la recherche un caractère opérationnel et elle s'oriente logiquement vers la pêche qui est considérée comme une des activités et des ressources les plus importantes et les plus prometteuses du Territoire. Une étude des retombées socio-économiques de la Société de Commercialisation et d'Exploitation du Poisson (SCEP) est entreprise dans un atoll des Tuamotu à un moment où cette société rencontre des difficultés dans la poursuite de ses activités comme dans ses rapports avec les pêcheurs locaux. Un tour d'horizon des petites entreprises privées aquacoles de Tahiti lui fait suite et permet de dresser un bilan de la situation avant que ne soit renouvelée la convention liant le Territoire au Centre National d'Exploitation des Océans (CNEXO).

A la suite de ces deux études réalisées à la demande du gouvernement, d'autres investigations sont effectuées en matière de pêche. Au sein d'une recherche interdisciplinaire portant sur l'agglomération de Papeete, est réactualisée une étude de la pêche au grand filet entreprise 20 ans plus tôt par un ethnologue de l'ORSTOM. Dans un autre cadre pluridisciplinaire, le «programme Atoll», l'attention se focalise sur les engins traditionnels de capture et sur une des plus anciennes entreprises artisanales de pêche dans un atoll des Tuamotu. Enfin, à l'instigation des Services territoriaux et avec le soutien financier de la Commission CORDET, la petite construction navale orientée vers la pêche fait l'objet d'une enquête approfondie. Toutes ces études réalisées en liaison avec les services compétents visent à mieux comprendre comment s'articulent dans les faits spéculations abstraites et nécessités concrètes ; elles essaient en même temps de voir dans quelle mesure une petite production, promue ou non par la base, est capable de favoriser la mise en oeuvre d'un processus de développement autonome.

3. MÉTHODES ET INSTRUMENTS D'OBSERVATION

3.1. Méthodologie

La méthodologie mise en oeuvre découle de la problématique retenue. Elle se caractérise par un effort pour mener de front un travail d'analyse et de synthèse, un travail d'enquête et un travail de réflexion sur les faits recueillis, les faits nourrissant la réflexion et celle-ci conduisant à compléter ou à réorienter la collecte. Cette façon de procéder est le fruit de circonstances autant que le résultat d'une démarche mûrie. La durée et les modalités d'exécution du travail ne lui ont permis de se concrétiser qu'avec un calendrier décousu et un certain empirisme. Les discontinuités dans sa mise en oeuvre ont cependant permis d'en renforcer progressivement la cohérence.

Les opérations de développement évaluées à la demande des autorités locales ont permis de situer le travail de terrain dans un domaine sensible. Elles ont conduit à analyser les difficultés rencontrées à la lumière des objectifs poursuivis et ont donné de l'épaisseur à la réalité étudiée. D'un point de vue synchronique, elles ont aidé à comprendre les problèmes en suspens et les points de vue en présence. D'un point de vue diachronique, elles ont permis d'en retracer la trajectoire et d'en analyser les ressorts et les implications.

Le travail d'enquête proprement dit a emprunté ses outils conceptuels aux sciences sociales et, pour mieux balayer le champ couvert, a recouru aux méthodes de l'économie politique et de la sociologie aussi bien qu'à celles de l'histoire et de l'ethnologie. Sur le plan pratique, sans préjuger de la supériorité d'une démarche sur l'autre, il a jumelé la collecte d'informations chiffrées statistiquement significatives et la poursuite d'études approfondies fournissant des informations plus qualitatives. Cette façon de procéder s'appuie sur les considérations suivantes : la praxis qui oriente la recherche ne peut dissimuler le fait que les motivations du développeur ne sont pas celles du développé ; leur rencontre entraîne moins le passage des unes aux autres que leur coexistence au sein de configurations nouvelles souvent précaires ; leur appréhension suppose une connaissance en profondeur du milieu étudié qui dépend davantage du temps qui y est consacré que de l'emploi de techniques d'investigation sophistiquées.

La prise en considération de ces différences invite à envisager avec circonspection des stratégies de développement qui ne saisissent la réalité qu'à partir de schémas réducteurs et privilégient indûment tel ou tel mode de pensée.

Le recours à l'histoire comme au politique, qui en constitue un champ d'intervention privilégié, évite de se borner à la description d'évidences premières. Il pousse à dépasser des dichotomies entre macro et micro ou entre quantitatif et qualitatif dont les bases sont souvent plus idéologiques que scientifiques. Il conduit à juxtaposer des analyses monographiques et statistiques et à combiner une approche globale et une approche plus ponctuelle de la réalité. Chacune a un caractère complémentaire. L'une est compréhensive et l'autre extensive. L'une permet de mieux rendre compte de la complexité du réel, l'autre de le simplifier à des fins de comparaison et d'extrapolation. L'une privilégie la continuité et ce qui est homogène alors que l'autre souligne les ruptures et ce qui est hétérogène.

3.2. Instruments d'observation

Comme la problématique mise en oeuvre, la méthodologie a été approfondie en cours de route. L'organisation de la collecte et le traitement de l'information ont ainsi fait l'objet d'approximations dont peut difficilement rendre compte un aperçu rétrospectif.

3.2.1. Organisation de la collecte

3.2.1.1. La collecte a commencé par une étude des sources disponibles. L'inventaire des informations existantes a coïncidé avec une première prise de contact avec les responsables territoriaux ; elle a permis d'explicitier la démarche entreprise et de mieux comprendre le fonctionnement de leurs services. Ont été consultés les recensements de la population, les comptes économiques, les bilans et documents préparatoires des plans quinquennaux, les rapports annuels des services techniques et les ouvrages ou articles d'intérêt général consacrés au Territoire. Ont aussi été examinés les comptes-rendus de missions parlementaires comme ont été parcourus les discours politiques majeurs et dépouillé le principal quotidien local. S'y ajoute la rencontre de personnalités compétentes susceptibles de contribuer par leur expérience à une meilleure connaissance des problèmes abordés. Ce tour d'horizon a fourni un aperçu des points de vue en présence, des stratégies mises en oeuvre et de leurs problèmes d'application. Il a servi à élaborer une approche du terrain qui ne soit pas trop superficielle et empirique.

3.2.1.2. La procédure d'enquête s'est ensuite décomposée en deux phases, la collecte d'informations étant précédée d'un travail de préparation. Le travail de pré-enquête a consisté à se familiariser avec le milieu étudié et à expliciter la démarche adoptée pour répondre à l'attente de la population enquêtée et minimiser les attitudes de méfiance ou de rejet de sa part. Deux procédés ont été utilisés. Le premier a été de recourir à la médiation d'autorités locales, politiques, administratives ou religieuses, qui, plus ouvertes sur l'extérieur, sont mieux à même de comprendre et d'expliquer le sens de l'intervention effectuée. Cette médiation a souvent conduit à la convocation de l'Assemblée du village et à l'exposé public et contradictoire du projet affiche et de ses modalités de réalisation. Le second procédé a été de s'immerger dans le contexte local en fréquentant les endroits publics qui constituent les lieux habituels de rencontre des insulaires : embarcadère, bureau de poste, terrain de sport, édifices du culte, magasins d'alimentation.. Le bar, qui fait aussi souvent fonction d'épicerie et de salle de jeux, a constitué un observatoire privilégié ; il multiplie les occasions de contacts et d'échanges spontanés en même temps qu'il banalise rapidement l'étranger de passage et lui permet de mieux expliquer son rôle et de sélectionner, le cas échéant, un adjoint d'enquête. Après une brève période d'acclimatation, l'enquête proprement dite démarre en s'appuyant sur les informations déjà collectées. Elle consiste, dans les atolls où les effectifs sont rarement supérieurs à 200 habitants, en interviews systématiques de l'ensemble de la population ou du segment visé par l'étude. Il s'agit d'entretiens semi-directifs, en apparence informels, dont la trame a été préalablement élaborée soigneusement. Les informations à obtenir ont été précisées par ordre d'importance décroissante et consignées dans un petit mémorandum qui peut être discrètement consulté à tout moment. Les enquêtés ne sont pas soumis à un questionnaire formalisé pas plus que ne sont prises de notes manuscrites ni utilisés d'appareils enregistreurs en leur présence. Le but est de donner l'illusion d'une libre conversation aux propos échangés et d'en ressaisir le fil conducteur lorsqu'ils tendent à s'en écarter. L'interview

terminée, un relevé succinct des informations délivrées est immédiatement opéré pour les garder en mémoire, les confronter avec celles déjà obtenues et les tester dans les entretiens suivants. Les informations collectées sont ainsi mises à l'épreuve en même temps qu'elles servent à aller de l'avant. Chaque soir, elles sont retranscrites en clair à partir des notes de travail de la journée et un bilan provisoire est dressé. A la fin de la procédure d'enquête, une synthèse des entretiens est effectuée et les points demeurés obscurs font l'objet d'un travail de contrôle et d'approfondissement auprès des intéressés ou, en cas d'impossibilité, auprès d'autres interlocuteurs qualifiés.

3.2.2. Traitement de l'information

Au retour du terrain, les données collectées sont à nouveau testées et confrontées aux informations complémentaires délivrées par des responsables administratifs et techniques ou des agents de services commerciaux et bancaires.

Les informations chiffrées sont comparées aux statistiques disponibles et celles-ci sont reclassées et ordonnées de façon à constituer des séries homogènes permettant des comparaisons dans l'espace et le temps. Ce dernier exercice est parfois rendu difficile par des discontinuités dans la collecte, des sources hétérogènes ou des bases d'évaluation changeantes. Lorsqu'il n'est pas possible d'y remédier, les discordances sont analysées et commentées et les sources indiquées de façon précise afin de lever toute ambiguïté et permettre au lecteur de se forger lui-même une opinion.

Les informations plus qualitatives sont elles-mêmes l'objet de mises à l'épreuve et de recoupements. Les points de vue divergents sont exposés et, si possible, soumis à l'épreuve des faits. Lorsque cette confrontation ne peut être faite, leurs soubassements et leurs implications sont approfondis et l'interprétation qui en est fournie est présentée comme telle et non comme allant de soi. Les enseignements du terrain sont parfois complétés par une insertion temporaire dans des structures de réflexion liées au sujet abordé. Ils sont replacés dans un cadre plus général à l'occasion de missions de représentation auprès de la Commission du Pacifique Sud ou lors de colloques internationaux comme celui sur les récifs coralliens qui s'est tenu à Tahiti en 1985 et à Townsville en 1988.

4. LES RÉSULTATS OBTENUS

L'hétérogénéité des résultats obtenus souligne la complexité de la réalité étudiée et la diversité des situations rencontrées. Elle n'autorise pas de conclusions péremptoires mais met en évidence quelques constantes. Elle souligne, par exemple, à quel point différent les attitudes et les comportements des pêcheurs et ceux des personnes chargées de rationaliser et d'encourager leurs activités. Ce décalage trouve son origine dans des logiques qui n'ont pas les mêmes soubassements et les mêmes cheminements et qui se juxtaposent plus qu'elles ne s'interpénètrent.

Même lorsque sa nécessité est reconnue, le développement de la pêche artisanale reste chez les responsables nationaux et territoriaux prisonnier d'un schéma de pensée qui fait du stade industriel le but ultime et le seul véritable fournisseur d'emplois, de revenus et de devises. La crise et les échecs passés ont fait admettre la nécessité de remplacer des investissements lourds et dispendieux par des projets de moindre envergure et meilleur marché mais la logique sous-jacente n'a pas varié ; elle se contente de se faire moins pressante et de prôner une transition graduelle du stade artisanal au stade industriel. Elle est supportée par une rationalité abstraite qui fait croire à sa supériorité instrumentale et à une universalité qui lui permettrait d'être transposée telle quelle dans un contexte social étranger à celui qui l'a vu naître. La technique qui l'accompagne voit souvent elle-même son efficacité réduite par une mise en oeuvre bureaucratique qui ne fait qu'accentuer sa rigidité. Malgré l'accent mis depuis plus d'une décennie sur des investissements légers, ce sont toujours des opérations d'envergure qui continuent d'être privilégiées dans les faits. Il est moins facile de faire évoluer les mentalités et les comportements que de faire appel à des techniques nouvelles

et des capitaux frais qui s'inscrivent dans le sillage d'intérêts établis et dont le caractère spectaculaire peut oblitérer la relative inefficience au point de les transformer de moyens en fins.

C'est cette conjugaison de logique technocratique et de pesanteur bureaucratique qui est à la source des déconvenues succès suivies de la SCEP dans la fuite en avant qui a procédé son effondrement final. C'est elle qui marque aussi depuis plus de 40 ans la quête à la fois onéreuse et infructueuse par l'administration d'un «bateau polyvalent approprié» alors que dans l'ombre, à l'initiative des pêcheurs et sans appui officiel, a pu se développer le Poti Marara, une petite embarcation du même type adaptée aux besoins.

Le succès du Poti Marara ne suffit pas à faire privilégier une logique autochtone au fait des contraintes locales et moins tributaire des procédures administratives. L'étude des attitudes et des comportements des pêcheurs - qu'il s'agisse des petits aquaculteurs de chevrettes et des possesseurs de grands filets de Tahiti ou des exploitants de parcs-pièges des Tuamotu - souligne aussi le caractère en porte-à-faux que peut avoir leur conduite. Ils paraissent souvent écartelés entre des schémas de comportements traditionnels auxquels ils restent fidèles même lorsque ceux-ci se sont dévalorisés et devenus inadéquats et des comportements nouveaux qui se bornent à intégrer les signes tangibles de la modernité à défaut de sa cohérence profonde.

Les résultats des petits éleveurs de chevrettes de Tahiti ont été opérés par le non-respect des normes établies par le CNEEXO et la persistance de modes empiriques de gestion incompatibles avec le taux de productivité attendu. Les constructeurs de parcs-pièges des Tuamotu n'ont pas davantage réussi à se plier à la discipline et la régularité d'approvisionnement qu'attendaient d'eux la SCEP et les autres petites sociétés qui, périodiquement, tentent de mettre en place une desserte aérienne pour mieux approvisionner l'agglomération de Papeete en poissons lagunaires.

Un certain nombre d'initiatives en matière de développement des pêches ont été prises par des métis, des «Demis» qui, à cheval sur deux cultures, semblent *a priori* susceptibles de jouer sur les deux tableaux. Leur position privilégiée à la charnière du monde polynésien et du monde occidental leur permet sans doute de mieux saisir les opportunités existantes et peut-être est-ce pour cela qu'on les trouve à la tête de la plupart des sociétés étudiées. Mais, ils sont eux-mêmes le siège de représentations contradictoires et leur peu de réussite témoigne moins d'une intégration réussie de deux univers que d'un dédoublement de personnalité qui les fait passer alternativement de l'un à l'autre sans avoir une marge de recul suffisante pour en faire une synthèse satisfaisante et efficace.

La rencontre des logiques respectives qui sous-tendent l'action des développeurs et des développés en matière de pêche artisanale est toute aussi aléatoire. Beaucoup d'expériences sont entreprises dans une optique de cohabitation ou de mutation progressive du stade artisanal au stade semi-industriel et industriel. Mais, artisanales au niveau des captures, les techniques utilisées sont semi-industrielles en aval au niveau du conditionnement et de la commercialisation. Entre elles, subsiste un hiatus difficile à combler : elles ne sont pas mises en oeuvre par les mêmes personnes et ne s'inscrivent pas dans la même optique même si, au départ, existe une communauté de vues sur les objectifs à atteindre. D'une production artisanale à une production industrielle, la différence est autant de nature que de degré et l'hypothèse du passage graduel de l'une à l'autre semble, dans le court terme, plus séduisante que réaliste.

5. PROBLÈMES ET LIMITES DE LA DÉMARCHE SUIVIE

En dehors d'impératifs professionnels qui n'ont pas toujours coïncidé avec une démarche scientifique elle-même fluctuante, les problèmes rencontrés ont surtout été d'ordre pratique.

5.1. Problèmes rencontrés

5.1.1. En matière de collecte, la principale difficulté a été de reconstituer dans le temps des séries statistiques homogènes et fiables, qu'il s'agisse de données chiffrées en matière d'effort de pêche ou d'agrégats caractéristiques

de ce secteur d'activité. Les recensements, les comptes annuels, l'indice des prix à la consommation familiale aussi bien que les statistiques d'emploi ou les nomenclatures douanières voient régulièrement leurs bases se modifier sans que soient clairement précisées les modalités de leur calcul et les données récentes ne sont pas toujours compatibles avec celles qui les précèdent.

Ce manque de cohérence s'explique par une variété de raisons. Jusqu'en 1980, date de la création d'un Institut territorial de la statistique, il n'y a pas eu sur place de base permanente de saisie des données alors que le rythme d'évolution de l'économie et l'irrégularité dans l'établissement de ses comptes ont rendu rapidement caduques les bases d'évaluation en vigueur. Les rétrospectives partielles faites pour les besoins du Plan ou d'un projet de relance le sont par des experts qui séjournent trop brièvement sur le Territoire pour ne pas avoir une vision sommaire de ses réalités. Sur le plan local, le Service territorial des Archives n'a longtemps existé que sur le papier et la conservation des données dans les services techniques demeure lacunaire. La fréquence du rythme de rotation de chefs de service souvent expatriés accentue le phénomène et ce n'est qu'à force de patience et de recoupements qu'il est possible de reconstituer des séries de données remontant jusqu'aux années 60. S'y ajoute le danger de prendre en compte des chiffres erronés qui, à force d'être véhiculés, finissent par recevoir une sorte d'estampille officielle. Paradoxalement, les données recueillies auprès des petits producteurs ont une fiabilité plus grande en raison d'une méthode de travail qui recourt à de multiples recoupements, en raison aussi d'informations délivrées avec d'autant plus de spontanéité que l'absence d'impôt sur le revenu évite aux questions posées d'avoir un caractère d'inquisition fiscale.

5.1.2. Outre la difficulté à obtenir des informations chiffrées homogènes et fiables, s'est posé un problème d'interprétation plus général. Il résulte du décalage entre le discours et la pratique qui fait que la politique suivie, tout en faisant apparemment le pont entre la théorie et les faits, conserve une finalité qui lui est propre. Les concepts de développement autocentré, de revitalisation des régions périphériques, d'encouragement de la petite production ou de protection de l'environnement se réduisent souvent à des mots-clés qui sont vides ou déviés de leur sens par les acteurs sociaux concernés. Ils sont invoqués par les représentants politiques pour répondre à des enjeux de pouvoir et ils habillent chez les experts un discours technocratique immuable. Il arrive que les autorités territoriales les utilisent pour leur pouvoir évocateur ou leur caractère réducteur des particularismes locaux afin d'obtenir du pouvoir central les fonds qui leur sont nécessaires. Il s'agit d'un camouflage que de la rencontre de préoccupations différentes qui débouchent sur des solutions de compromis et favorisent moins la réalisation d'un développement endogène qu'un renforcement de la dépendance.

5.2. Limites de la démarche suivie

L'éloignement du terrain et la formalisation du travail accompli permettent de mieux discerner les avantages et les insuffisances de la démarche adoptée.

- Ce sont les insuffisances qui apparaissent les plus évidentes. Elles tiennent à une base de départ floue et à une problématique mal établie. Le secteur non structuré semblait en 1978 un nouveau paradigme permettant une meilleure approche des problèmes de développement. L'engouement qu'a suscité cette notion tend aujourd'hui à s'estomper, moins du fait d'un pouvoir explicatif limité que par suite d'une évolution du contexte et de la conjoncture prévalantes. Force est de reconnaître que la plupart des politiques de self-reliance n'ont pas obtenu les résultats escomptés. Dans beaucoup d'économies insulaires, la contribution la plus effective en matière de croissance est moins imputable à la mise en valeur de ressources du cru qu'à des activités liées à l'extérieur et à une plus grande intégration dans la communauté internationale. Parallèlement, un courant de pensée libéral plus ou moins dogmatique qui privilégie une démarche de caractère macro-économique connaît un regain de faveur. Il redonne la primauté à un ordre économique fondé sur le marché, la libre concurrence et un individu abstrait qui tend à devenir le seul point d'ancrage de la self-reliance. Dans un tel contexte, l'attention portée à la pêche artisanale risque de décroître et de se voir supplantée par un renouveau d'intérêt accordé à la pêche industrielle et à des accords passés avec des gouvernements étrangers plus capables d'exploiter les ressources du cru.

◦ Une autre faiblesse de la démarche adoptée tient au fait que la méthodologie employée se répercute sur les résultats et introduit un biais difficile à esquiver. Le souci de préciser les contours du travail effectué a conduit à n'envisager que la production à petite échelle mesurable. Cette approche laisse dans l'ombre les activités domestiques dont le produit est destiné à être autoconsommé ou échangé dans le cadre de dons ou de contre-prestations en nature. Une partie relativement importante de l'effort de production échappé de la sorte à l'appréciation.

◦ La méthode mise en oeuvre ne s'applique également qu'à des populations restreintes et elle suppose une acclimatation au milieu qui demande du temps. Fruit d'un long apprentissage et d'approximations successives, elle présente un caractère empirique et personnel qui la rend difficilement transmissible et transposable telle quelle. S'y ajoutent les inévitables biais liés à une longue présence sur le terrain, qui favorise l'imprégnation avec le milieu étudié mais ne facilite pas la prise de distance souvent nécessaire. La chaleur humaine, qui accompagne une meilleure connaissance des individus, peut faire apparaître desséchante une rigueur intellectuelle qui impose une analyse froide et lucide des faits. Et, une identification trop forte au milieu peut conduire à une autocensure involontaire dans la formulation et la présentation des résultats.

◦ L'autocritique du travail accompli laisse malgré tout voir des points plus positifs. En s'efforçant de lier le concret et l'abstrait, le particulier et le général, le simple et le complexe, l'approche employée permet d'appréhender des aspects de la réalité qui ne peuvent être saisis de façon quantitative pour des raisons de fond aussi bien que de forme. Elle permet de les replacer dans leur contexte grâce à une analyse globale plus quantitative qui met en évidence les régularités et facilite l'établissement de comparaisons dans le temps et dans l'espace, sans verser dans une abstraction qui vide de sa signification concrète l'objet d'étude. Par un va-et-vient constant entre l'univers de l'enquête et celui de l'enquêteur, entre celui du développé et celui du développeur, elle montre comment se rencontrent, s'opposent ou se complètent des mentalités, des logiques et des valeurs qui restent hétérogènes même si elles tendent de plus en plus à se conjuguer ensemble.

RÉFÉRENCES

- BLANCHET G., 1978. Les premières expériences privées d'élevage de chevrettes en Polynésie Française. Papeete, Centre ORSTOM : 39 p.
- BLANCHET G., 1980. L'atoll d'Apataki et la SCEP. Paris, ORSTOM, Cahiers des Sciences Humaines, vol.XVII, n° 1-2 : p. 19-44.
- BLANCHET G., 1982. Un aspect de la pêche artisanale en Polynésie Française : les grands filets à Ature de Tahiti. Papeete, ORSTOM S et poc. n° 6 : 168 p.
- BLANCHET G., 1984. Une expérience malheureuse de pêche semi-industrielle en Polynésie Française. Papeete ORSTOM, Archives de Sciences Humaines : 15 p.
- BLANCHET G., CAILLAUD L., PAOAAFAITE J., 1985. Un aspect de la pêche artisanale en Polynésie Française : les pièges à poissons de Tikehau. Papeete ORSTOM, Notes et Doc. Océano. n° 25 : 116 p.
- BLANCHET G., BOREL G., PAOAAFAITE J., 1987. Petite construction navale et pêche artisanale en Polynésie Française. Papeete ORSTOM, Notes et Doc. Océano. n° 34 : 100 p.
- BLANCHET G., BOREL G., 1988. Le Poti Marara ou le succès d'une petite embarcation de pêche adaptée aux besoins. St-Jean-de-Terre-Neuve, Symposium mondial sur la construction de bateaux de pêche : 8 p.